

14 juin 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et George W. Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique, sur les relations franco-américaines, la situation au Moyen- Orient et sur la question du nucléaire iranien, à Paris le 14 juin 2008.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de travailler avec nous ce samedi matin.

Je voudrais remercier le Président BUSH pour sa visite à Paris, dans le cadre de sa tournée européenne. J'y vois le témoignage de son attachement à l'amitié franco-américaine et à la relation transatlantique.

Chacun doit avoir à l'esprit l'importance de cette alliance entre l'Europe et l'Amérique, particulièrement en cette soixantième année d'anniversaire du plan MARSHALL. C'est l'occasion pour moi de rendre au peuple américain l'hospitalité chaleureuse qu'il m'avait accordée lors de ma visite aux Etats-Unis, en novembre dernier, à la Maison Blanche et dans la résidence privée de George WASHINGTON. C'est surtout l'occasion d'entretenir entre la France et les États-Unis un dialogue, un dialogue confiant, un dialogue régulier sur tous les sujets d'intérêt commun et ils sont nombreux.

Nous avons eu des discussions approfondies sur la situation internationale, le Moyen-Orient mais aussi les questions économiques et commerciales. Nous avons pu vérifier que nous avons de nombreuses convergences sur beaucoup de sujets. Nous avons parfois des nuances, c'est normal, l'amitié et l'alliance n'empêchent pas la France de déterminer ses positions en toute indépendance, mais elles permettent de gérer de façon apaisée nos différences et c'est l'occasion pour moi de redire au peuple américain la reconnaissance du peuple français et son amitié.

LE PRESIDENT BUSH - J'ai rappelé au monde, en fait, Nicolas, que le tout premier ami de l'Amérique était la France et, franchement, nous ne serions pas ici aujourd'hui, sans le soutien français dès le tout début de notre révolution. Vous êtes non seulement nos premiers amis mais des amis constants et nous avons conforté notre amitié entre nos deux pays ainsi que notre amitié personnelle. J'ai beaucoup apprécié mon entretien avec le Président SARKOZY. C'est un homme intéressant, il a beaucoup d'énergie, il est très sage, il me dit ce qui le préoccupe et, chaque fois que je l'ai rencontré, nous avons eu des conversations porteuses de sens.

Nous avons parlé de l'Afghanistan. Je vous remercie d'avoir soutenu cette conférence de Paris, cela a fait beaucoup de choses pour cette jeune démocratie. Je remercie le peuple de France pour avoir soutenu les femmes et les enfants et les jeunes démocrates en Afghanistan. Je vous remercie Nicolas.

Nous avons bien-sûr parlé du Liban, nous avons parlé de la Terre Sainte, de notre profond désir qu'il y ait deux États vivant côte à côte et en paix, deux démocraties, la démocratie palestinienne ainsi qu'israélienne. C'est la solution de ce conflit qui crée tant de difficultés pour les Israéliens et les Palestiniens, mais aussi pour une grande partie de Moyen-Orient.

Nous avons parlé du Darfour et je vous remercie d'avoir envoyé vos troupes au Tchad.

Nous avons parlé de l'Iran, nous avons passé beaucoup de temps sur le dossier iranien. Je dois

vous dire que nous avons tous ce désir d'éviter que l'Iran n'obtienne ces connaissances lui permettant de se doter de l'arme nucléaire. Nous le faisons pour la paix et la sécurité du monde. Nous avons parlé de Doha puis du changement climatique. Nous avons eu une excellente discussion significative.

Je vous remercie du dîner d'hier soir. Nous avons pris beaucoup de plaisir à rencontrer votre épouse, une femme intelligente, très compétente et je comprends pourquoi vous l'avez épousée ! Je comprends également pourquoi elle vous a épousé. Je vous remercie de cette visite très productive.

QUESTION - Question aux deux Présidents. Quelle demande concrète souhaitez-vous adresser au Président syrien BACHAR AL-ASSAD pour qu'il normalise ses relations avec l'occident et pour permettre, bien entendu, la stabilité au Liban et dans le reste de la région ?

LE PRESIDENT BUSH - Mon message serait le suivant : « cessez d'être de connivence avec les Iraniens, cessez d'abriter des terroristes, soyez une force constructive au Moyen-Orient, contribuez à la construction d'un État palestinien, faites comprendre au Hamas que la terreur doit cesser, pour la paix, dites clairement à vos alliés iraniens que l'occident est tout à fait sérieux lorsqu'il s'agit de mettre fin au processus d'enrichissement qui constitue la première étape de la constitution d'une bombe, et faites comprendre aux alliés iraniens que le Hezbollah est une force de déstabilisation au Liban et ailleurs. » Quel serait mon message ? Je lui ferais clairement comprendre qu'il y a une démarche différente pour la Syrie. Nicolas et moi-même avons parlé de ce sujet aujourd'hui.

LE PRESIDENT - George, nous sommes complètement d'accord sur la nécessité de garantir l'indépendance du Liban. Le Liban a le droit, comme tous les autres pays dans le monde, d'être indépendant. C'est une des conditions que j'avais mise -l'élection d'un nouveau Président pour le Liban- et c'est ce qui a été fait avec l'élection du Général SLEIMANE.

Deuxième remarque, nous irons jusqu'au bout de la procédure du tribunal international pour retrouver les assassins de Monsieur HARIRI. Mais j'avais dit à Monsieur BACHAR AL-ASSAD que la Syrie laisse le processus présidentiel se dérouler pour reprendre contact. Nous avons repris contact et il faut laisser le Liban libre.

Par ailleurs, je partage le point de vue des États-Unis d'Amérique sur le fait de la question iranienne, la possession de l'arme atomique est le sujet de préoccupation majeur. Que la Syrie se désolidarise le plus possible de l'Iran dans sa quête pour avoir une arme nucléaire atomique. Et, à partir de ce moment-là, le processus se poursuivra.

Enfin, j'ai indiqué au Président des États-Unis que nous avons pris l'initiative d'un sommet de la Méditerranée. A ma connaissance, la Syrie fait partie des pays de la Méditerranée. Et si l'on commence, quand on fait le tour de la Méditerranée, à n'inviter que ceux qui correspondent aux critères qui sont exactement les nôtres, on risque de faire une réunion où il y a peu de monde.

LE PRESIDENT BUSH - Je voudrais vous parler d'un de vos collègues. L'Amérique a perdu un de ces meilleurs citoyens hier, avec le décès de Monsieur Tim RUSSERT. J'ai eu le privilège d'être interviewé par lui, c'était un homme travailleur, profond et d'une haute décence. Tim RUSSERT aimait son pays, sa famille et son métier, beaucoup. Il va beaucoup nous manquer et j'envoie mes condoléances à son épouse Maureen et à son fils Lucas. Je sais qu'ils sont dans le deuil, j'espère que les prières des amis de Tim et des Américains les aideront à vivre ce moment difficile.

QUESTION - Monsieur le Président, le porte-parole du gouvernement iranien, peu après la présentation des institutions européennes, l'a rejeté d'entrée de jeu. Il a dit que si cela comprenait la suspension d'enrichissement cela ne pouvait pas être accepté. Pouvez-vous convaincre vos autres alliés et partenaires d'appliquer les sanctions, envisagées car nombre d'entre eux sont apparemment réticents ?

LE PRESIDENT BUSH - Peut-être s'agit-il d'une question qu'il faut poser au Président français. Permettez-moi de vous communiquer mes impressions par rapport à la situation. Nous avons beaucoup œuvré, nous, les alliés, pour dire au peuple iranien qu'en fait, il y a une meilleure démarche pour lui. Vous avez un gouvernement qui vous a isolé, qui vous empêche de mener

une bonne vie et la raison pour laquelle cela se produit est du au fait que votre gouvernement a défié les exigences justes du monde libre. Ils ont refusé d'abandonner leurs velléités de développement des connaissances qui pourraient déboucher sur une arme nucléaire. Ils disent : nous voulons le civil nucléaire. Comme je l'ai indiqué ?? Nicolas aujourd'hui, je suis d'accord, ils devraient effectivement avoir le droit d'avoir le nucléaire civil et, en fait, Vladimir POUTINE a communiqué ce même message au régime iranien. Il a aussi communiqué ce message : étant donné que nous n'avons pas pu vous faire confiance, vu que vous n'avez pas totalement révélé vos programmes auprès de L'AIEA dans le passé, nous ne pouvons pas avoir confiance en vous par rapport à l'enrichissement. C'est pourquoi la Russie va vous donner le combustible nécessaire à un réacteur civil et, par conséquent, vous n'avez pas besoin de faire l'enrichissement. C'est pourquoi nos exigences étaient justes et équitables. Bien que nous ayons mis ces sanctions par le biais de l'ONU, nous continuons de coopérer avec nos amis et alliés et, en fait, nombre de mes discussions durant ce voyage ont été dominées par ce sujet, parce que nos alliés comprennent que l'Iran dotée d'une arme nucléaire est totalement déstabilisant et ils comprennent que ce serait un revers crucial pour la paix dans le monde. Je suis déçu du fait que les dirigeants aient rejeté cette offre généreuse d'emblée. Cela constitue un signe au peuple iranien que leur dirigeant est prêt à les isoler davantage. Nous pensons que le peuple iranien doit pouvoir s'épanouir et profiter. Nous voulons que leur économie soit forte pour qu'il puisse croître dans la paix et dans l'espoir. AHMADINEJAD a une position différente à cet égard. Donc, ce sont ses politiques qui créent ces situations difficiles en Iran.

LE PRESIDENT - La position de la France est bien connue. L'option par l'Iran de la bombe nucléaire est inacceptable. C'est clair. C'est une menace inacceptable pour la stabilité du monde surtout rapportée aux déclarations répétées du Président actuel de l'Iran. L'Iran a droit, comme tous les pays du monde à l'arme nucléaire civil. Nous sommes prêts à les aider si les dirigeants actuels de l'Iran sont de bonne foi, qu'ils laissent les inspections aller jusqu'à leur terme. S'ils n'ont rien à cacher, qu'ils le montrent. Et, en attendant, la seule solution pour convaincre les Iraniens, c'est une procédure de sanctions sans faille. Vous le voyez, pour le nucléaire civil, la porte du dialogue est ouverte, très largement, tout de suite, sans condition, mais pour le nucléaire militaire, la réponse sera des sanctions et l'unité de la communauté internationale. Je veux dire qu'après George BUSH, Vladimir POUTINE a été solidaire de l'ensemble du concert des nations dans ses discussions avec l'Iran. Notre position n'a pas varié, elle restera la même. Le peuple iranien, qui est un grand peuple, une grande civilisation a besoin du progrès économique et de la croissance, mérite mieux que l'impasse dans laquelle les conduisent certains de ces dirigeants actuels.

QUESTION - La construction européenne aujourd'hui semble sérieusement ébranlée par le non du peuple irlandais à la ratification. La France et l'Allemagne ont déjà demandé à ce que ce processus de ratification ne soit pas suspendu. Est-il possible de passer outre ? Vous voulez que la Présidence française de l'Union européenne qui commence demain soit une présidence bâtisseuse de projets concrets, comme vous les avez déjà énumérés. Est-ce que ce non irlandais ne risque pas d'être un caillou sur ce chemin ?

LE PRESIDENT - Ce non est une difficulté de plus, mais lorsqu'on est un homme d'Etat en situation de diriger un pays et d'assumer la présidence de l'Union, si l'on aime les boulots faciles, il faut immédiatement changer d'orientation. Le non irlandais, c'est une réalité politique. La question n'est pas de savoir si cela nous fait plaisir ou pas, c'est une réalité. Le peuple irlandais s'est prononcé, on doit l'accepter. Par rapport à cela, nous pensons, avec Mme MERKEL qu'il faut continuer le processus de ratification, puisque aujourd'hui, dix-huit Etats européens l'ont ratifié. Il faut que les autres continuent à le ratifier, c'est d'ailleurs l'intention de Gordon BROWN qui me l'a dit au téléphone hier, de façon à ce que cet incident irlandais ne devienne pas une crise. Donc, premier élément, on continue à ratifier. Mais, deuxième élément, il faut que l'on réfléchisse tous ensemble, ce n'est pas un hasard, ce n'est pas une surprise. J'ai eu l'occasion de m'en entretenir hier avec le Premier ministre irlandais. Beaucoup d'Européens ne comprennent pas la façon dont on construit l'Europe en ce moment. Il faut que l'on en tienne compte très rapidement et que l'on change notre façon de faire l'Europe. L'idée européenne, c'est la plus

grande idée qu'aient eu nos Pères fondateurs, il y a un demi-siècle. On n'a pas le droit de saboter cette idée. Mais il faut qu'on fasse différemment. Comment ? L'Europe a été vécue pour protéger et tant d'Européens pensent que l'Europe inquiète. A nous d'en tenir compte et pas dans six mois, tout de suite. Et j'ai bien l'intention que nous prenions des initiatives, je pense à une politique européenne de l'immigration, je pense à une réponse européenne à l'augmentation sans fin du prix du pétrole. Nous avons, me semble-t-il, un devoir d'être plus efficaces au service de la vie quotidienne des Européens. Et voyez-vous, je vois le non irlandais comme un appel à faire davantage, mieux, différemment et à trouver ensemble une solution. Alors, cela ne va pas simplifier la tâche de la Présidence française, mais bon, pour être passionnant, c'est passionnant.

LE PRESIDENT BUSH - Olivier, je donne la parole à quelqu'un qui a un prénom français !

QUESTION - Merci Monsieur le Président. Une question qui s'adresse à vous deux. Oui, une question pour vous, Monsieur le Président BUSH. Le Premier ministre irakien, MALIKI, a dit que l'accord sur l'état des forces est à l'impasse ou est bloqué ou, en tout cas, en difficulté. Comment peut-on surmonter cette impasse ? Est-ce que les conditions énoncées par les Etats-Unis jusqu'à présent sont non négociables. Autre question : la relation franco-américaine est-elle la relation privilégiée transatlantique ?

LE PRESIDENT BUSH - Olivier, si je devais parier ou miser, je pense que nous pourrions conclure un accord avec les Irakiens. Bon, bien sûr, nous sommes là à leur invitation. Il s'agit d'un pays souverain et, par conséquent, nous travaillons d'arrache-pied avec le gouvernement élu d'Irak par rapport à la présence américaine et par rapport à la présence de la coalition de manière à satisfaire le gouvernement irakien. Et c'est intéressant de travailler avec une démocratie : les gens essayent de jeter des bases, de faire en sorte qu'un texte soit voté au Parlement, la presse libre est très dynamique. Mais nous allons beaucoup oeuvrer pour tenir compte de leurs préoccupations car ce pays est le leur. Et pour notre part, nous pensons qu'une relation stratégique avec l'Irak est importante. C'est important pour l'Irak, c'est important pour les Etats-Unis, c'est important pour la région. Et je vous le répète : quel que soit l'accord, cet accord n'engagera pas la présence future, ni les niveaux de troupes, ni l'établissement de bases permanentes. Quoi qu'il en soit, nous verrons comment cela se déroulera.

LE PRESIDENT - Ecoutez, cela fait deux siècles que les Français et les Américains ont une relation privilégiée. A la naissance des Etats-Unis d'Amérique, la France avait fait un choix qui n'était pas européen, puisque la France a choisi les Etats-Unis d'Amérique, elle n'a pas choisi l'Angleterre à l'époque. Et puis, dans les conflits mondiaux, nous avons été ensemble, nous partageons les mêmes valeurs. Donc, c'est une relation privilégiée, oui mais elle n'est pas privilégiée depuis mon élection. C'est une relation privilégiée depuis deux siècles, cela commence à compter quand même. Alors il peut, à travers cette relation privilégiée, y avoir des périodes de troubles. Ce n'est pas parce qu'il se trouve qu'on est deux peuples quand même, le peuple américain et le peuple français qui se ressemblent. On exprime beaucoup nos sentiments. Le peuple américain peut être blessé, le peuple français aussi. Il faut bien qu'on fasse attention dans nos relations à cela, quand on se dit les choses. J'ai toujours vu les dirigeants américains et j'en remercie d'ailleurs le Président BUSH, acceptant parfaitement l'originalité et l'indépendance européenne et, bien sûr, l'indépendance française. J'ai toujours vu qu'on pouvait se parler quand on avait des points de désaccord. Mais on doit le faire dans un cadre qui est celui d'amis et d'alliés, en ayant le souci de ne pas se blesser. On peut être en désaccord sur le fond, ce n'est pas la peine d'en rajouter sur la forme. Il se trouve qu'aujourd'hui on a beaucoup de points de convergence mais on peut avoir, ici ou là, tel point où on n'est pas en accord. Cela ne remet pas en cause l'essentiel, le structurel. C'est que les Américains sont nos alliés et nos amis, ils savent qu'ils peuvent compter sur nous. J'ajoute que plus on est en confiance, des deux côtés de l'Atlantique, plus chacun a sa propre marge. On ne demande pas aux Etats-Unis de s'excuser auprès de nous d'avoir une vision de leurs propres intérêts stratégiques. Ils ne nous demandent pas de nous excuser auprès d'eux d'avoir notre vision de nos intérêts stratégiques. Justement, parce que la relation est apaisée, elle est solide. Et quand on est des amis solides, on accepte parfaitement des divergences. C'est tout le combat qui est le mien, c'est de bien faire

comprendre cela. La solidité, cela permet la liberté. Quand il y a de l'incertitude, cela ne permet aucune marche de manoeuvre. C'est cela la relation privilégiée.

Une dernière question ?

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez établi un but avant de quitter la Maison Blanche, selon lequel, vous espérez parvenir à un accord de paix historique entre Israéliens et Palestiniens. Mais, compte tenu de ce qui se passe par rapport à la situation fragile du Premier ministre, Monsieur OLMERT, et de la construction continue d'implantations illégales à Jérusalem Est et dans certains territoires occupés, pensez-vous que la paix est très lointaine à la lueur de ces obstacles ? Je vous remercie.

LE PRESIDENT BUSH - Tout d'abord, je pense que le concept d'un Etat palestinien, pour la sécurité d'Israël, cela dépasse le processus politique. Je suis tout à fait d'accord qu'il y a beaucoup d'instabilité sur la scène politique israélienne à l'heure actuelle. Mais ce qui n'est pas incertain, c'est le fait que beaucoup de gens en Israël comprennent que, pour le compte de leur propre sécurité, il faut qu'il y ait un état palestinien avec des frontières clairement définies. Un état qui ne ressemble pas au gruyère, avec un règlement de la question de réfugiés, de la question sécuritaire et des questions portant sur Jérusalem. La plupart des Palestiniens veulent coexister en paix avec Israël. Et la paix doit être une situation visible, bien définie. Il doit s'agir d'un état effectif. En fait, ce concept est un concept récemment défini. Je suis le tout premier Président à avoir articulé cette solution de deux états vivant côte à côte. Et durant ma présidence, j'ai vu un basculement important au Moyen-Orient. Les gens comprennent quelle est l'importance de cet état, ce que j'essaye de bien faire comprendre. Certes, il y a toujours des problèmes dans les démocraties mais faire ce travail est important. C'est pourquoi notre diplomatie consiste à rappeler à toutes les parties prenantes qu'ils ont maintenant une chance de négocier un état. Je crois que cela pourra se faire d'ici la fin de l'année. Condoleezza est tout à fait impliquée sur une base pratiquement hebdomadaire, semble-t-il. Bien sûr, je suis en contact avec les dirigeants. Les Palestiniens sont effectivement découragés par les implantations. C'est justement pourquoi il faut définir les frontières aussi vite que possible. Je tiens à remercier Nicolas et l'Union européenne, par exemple, pour nous aider à renforcer la société civile dans les territoires palestiniens. Ils ont également aidé le Premier ministre FAYYAD avec des mesures de sécurité. Je vous rappelle également qu'il est fondamental que l'on puisse définir un état aussi vite que possible ainsi donc, des dirigeants tels que le Président ABBAS et le Premier ministre FAYYAD pourront dire à leur population : « voici une vision alternative de ce qui se passe à Gaza, vous nous soutenez, eh bien vous obtiendrez un état, si vous soutenez Hamas et bien vous obtiendrez Gaza. Le choix est le vôtre. » Par conséquent, il est impératif que nous convainquions les parties de faire en sorte que cela se fasse. Certains diront : « Tout ce que l'Amérique doit faire, c'est d'en donner l'ordre. ». Mais, en fait, les parties doivent parvenir à cet accord. Et notre tâche, ainsi qu'à l'Union européenne, ainsi qu'au Quartet, c'est de faire évoluer ce processus. Je suis optimiste, je suis tout à fait conscient des difficultés mais la difficulté ne doit pas empêcher les gens de faire ce qu'il faut. Si vous croyez dans votre for intérieur que quelque chose est juste, eh bien, vous êtes obligé de travailler. Et moi, je crois fermement que l'établissement d'un état palestinien apportera espoir et paix aux Israéliens et aux Palestiniens. Je vous remercie.